



PREFET D'ILLE-ET-VILAINE

PREFECTURE
Direction de la Coordination Interministérielle
Et de l'Action Départementale
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

ARRETE du 3 novembre 2014

Autorisant l'EARL DAUGAN à agrandir un élevage de volailles au lieu-dit « Le Chêne » à SAINT MALON SUR MEL.

LE PREFET de la REGION de BRETAGNE
PREFET d'Ille-et-Vilaine

N°25057 MODIFICATIF

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié le 23 octobre 2013, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111, et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 , relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2013 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la Région Bretagne.

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre les nitrates d'origine agricole ;

VU la lettre instruction du Préfet de région du 30 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 25057 délivré le 10 janvier 1994, modifié le 11 février 1998, le 06 décembre 2002, le 07 février 2005 et le 20 décembre 2011, autorisant l'EARL DAUGAN à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit « le Chêne » à SAINT MALON SUR MEL (35750) ;

VU la demande présentée par l'EARL DAUGAN en vue d'être autorisée à agrandir son élevage de volailles ;

VU les plans joints à la demande ;

VU l'avis de l'Inspecteur des installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 14 octobre 2014 ;

VU le projet d'arrêté notifié à l'intéressé en date du 18 octobre 2014 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a émis aucune observation au projet d'arrêté dans le délai imparti ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L-511.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du Titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant :

- qu'il n'y a pas de construction nouvelle ;
- que les distances réglementaires sont respectées pour les bâtiments où sont logés les animaux ;
- que la gestion des effluents reste la même ;
- que les prescriptions liées aux épandages sont respectées ;
- que les seuils réglementaires pour l'azote et le phosphore sont respectés ;

CONSIDERANT que les prescriptions du 5^{ème} programme d'actions au titre de la Directive Nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

A R R E T E

Article 1er – L'article 1 de l'arrêté n° 25057 du 10 janvier 1994, modifié le 11 février 1998, le 06 décembre 2002, le 07 février 2005 et le 20 décembre 2011, est modifié comme suit :

L'EARL DAUGAN est autorisée à exploiter un élevage de volailles au lieu-dit « le Chêne » à SAINT MALON SUR MEL (35750).

L'établissement qui sera autorisé pour 63 000 poules pondeuses soit 63 000 animaux équivalents est classé à la rubrique n° 3660 a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 – L'article 13 de l'arrêté n° 25057 du 10 janvier 1994, modifié le 11 février 1998, le 06 décembre 2002, le 07 février 2005 et le 20 décembre 2011, est modifié comme suit :

Les fientes déshydratées à 75 % de matières sèches répondent à la norme NFU 42001 et sont éliminées de la manière suivante :

- 254 tonnes sont épandues sur 12 ha exploités par le pétitionnaire ;
- 668 tonnes sont exportées vers la société TERRIAL « ZAC de CICE BLOSSAC » 35170 BRUZ dans le respect de la convention signée par les deux parties le 19.09.2011.

La quantité d'azote résorbée est de 24 347 unités et la quantité de phosphore résorbé est de 23 074 unités.

Conformité à la norme

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les produits doivent disposer d'une homologation, ou à défaut, d'une autorisation provisoire de vente, ou être conformes à une norme rendue d'application (NFU 42001).

L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisant ou de sécurité sanitaire du produit.

Une évaluation régulière des risques qui peuvent résulter de la présence éventuelle de germes pathogènes pour l'homme et les animaux, de substances phytotoxiques pour les cultures et éléments traces métalliques est réalisée en vue de la mise sur le marché du produit.

A cette fin, l'exploitant met en place les procédures de contrôle et analyses nécessaires en définissant par écrit le lot de fabrication et la procédure d'échantillonnage adaptée. Les analyses portent au minimum sur les paramètres suivants :

Pour chaque lot :

- matières sèches ;
- matières minérales ;
- matières organiques ;
- azote total et N-Hh4 ;
- P₂O₅ ;
- K₂O ;
- éléments traces métalliques (cadmium, mercure, plomb, chrome, cuivre, nickel, sélénium, zinc, arsenic, molybdène) ;
- agents pathogènes (œufs d'helminthes, listéria monocytogène, salmonelles) ;
- agents indicateurs de traitement (escheria coli, clostridium perfringens, entérocoques).

La traçabilité de chaque lot devra être assurée par l'éleveur.

En cas d'arrêt prolongé, d'absence de mise en service de l'unité de traitement ou de rupture de contrat de transfert, les effectifs animaux seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage autorisé.

LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

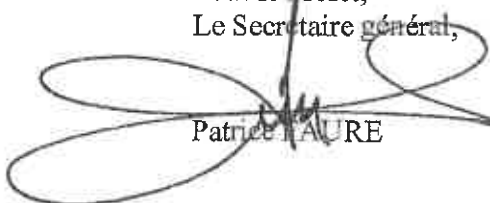
- 1) – Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2) – Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients, ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de SAINT MALON SUR MEL et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,


Patrice LAURE